

Catherine Horel

La France et l'Empire d'Autriche 1815–1918

L'histoire des relations entre la France et l'Autriche doit être replacée dans la longue durée chère à l'école historiographique française. Du roi François I^{er} avec ses rêves d'empire, au choix de l'empire Ottoman contre l'Autriche puis de la Hongrie sous Louis XIV qui soutient la guerre de Rákóczi, la politique française a consisté à parier sur une composante de l'empire pour le déstabiliser. Les guerres de succession d'Espagne puis d'Autriche voient les deux adversaires s'opposer à nouveau lorsque la France prend le parti de la Bavière.¹

La Révolution française de 1789 marque une césure importante. Pour l'Autriche, elle est le grand péril et dès lors, les rapports avec la France seront hypothéqués par la crainte permanente de nouvelles explosions révolutionnaires, guidée moins par l'hostilité foncière vis-à-vis de la France que par la hantise du désordre européen. À cet égard, l'ère napoléonienne représente toujours cette peur du désordre : Napoléon donne leur autonomie aux provinces illyriennes et en appelle même à la sédition hongroise, qui échoue cependant car à ce moment, les nobles hongrois préfèrent assurer le maintien de la monarchie. Devant la menace grandissante, l'Autriche doit se résoudre à un compromis. Elle est fidèle en cela à une attitude déjà inscrite dans la longue durée d'une Autriche répugnant et peu douée pour la guerre, malgré l'attachement et la fierté que François-Joseph témoignera pour l'armée impériale. Elle doit donc négocier avec celui qu'elle considère comme un usurpateur, et ce malaise pèsera plus tard très lourd dans ses rapports avec son neveu.

¹ Il est intéressant de remarquer que plus tard, la France fera le pari inverse, jouant la Bavière contre l'unité allemande, en faveur de l'Autriche, en 1919 puis en 1945. Catherine Horel, « Aperçu des relations franco-autrichiennes depuis 1918 », Occasional Paper *Les relations franco-autrichiennes* (Vienne : Diplomatische Akademie, 1998) ; « *Französische Vorstellungen zum Nachkriegs-Österreich 1943–1945* », dans *Österreich 1945. Ein Ende und viele Anfänge*, Forschungen zur Militärgeschichte vol. 4 (Vienne : Styria Verlag, 1997).

Le congrès de Vienne signifie le retour à l'ordre cher à l'Autriche, à l'empereur François et à son chancelier Metternich, qui choisissent de soutenir le retour des Bourbons en France, en la personne de Louis XVIII. La France redevient alors « fréquentable », même si l'inquiétude plane toujours en raison de l'antécédent révolutionnaire. En conséquence, toute avancée un tant soit peu libérale est mal interprétée par l'Autriche qui s'en prend particulièrement à la liberté de la presse et plus tard, quand Charles X rétablira une certaine censure, Vienne applaudira. Durant le XIX^e siècle, Vienne va être obsédée par le spectre révolutionnaire tout comme la France semblera possédée par le fantôme des Habsbourg après 1919.

Les racines de l'antagonisme sont à la fois profondes et extrêmement simples, elles respectent l'équation suivante : France = révolution, et Autriche = catholicisme et réaction. Le terrain d'affrontement sera l'Italie, en raison tout d'abord d'une rivalité territoriale, de sphères d'influence, de la personne du Pape et de la naissance d'un mouvement libéral et national dans la péninsule. Les deux États ne s'y affronteront pas réellement, menant des guerres par des alliés interposés.

L'apparition de nouveaux acteurs va faire changer la perception française de l'équilibre européen et de la gradation des menaces. Pour la France, la grande découverte de 1848 est que l'Autriche est nécessaire à la stabilité de l'équilibre européen devant les dangers de l'unité allemande et de l'expansionnisme russe. On envisage alors des alliances pour éviter que l'un ou l'autre ne domine ; mais si l'Autriche apparaît comme une clé de la stabilité, les deux partenaires vont avoir chacun leur ennemi intime (la Russie pour l'Autriche à cause des Balkans et l'Allemagne pour France qui vise la rive gauche du Rhin). C'est pourquoi dans les années qui suivirent 1848, le maintien de l'Autriche semblera nécessaire à France pour contrer l'hégémonie allemande, mais elle ne se donnera pas les moyens de cette politique. L'épisode de 1848 est une nouvelle grande césure dans une tradition de perpétuel affrontement, il fonde la continuité de la politique extérieure française envers l'Autriche jusqu'en 1943.

Il reste à mentionner les sphères de contact que sont la diplomatie et la culture, même si cette dernière devient à la fin du siècle un enjeu pour les nationalités de l'empire qui se tournent plus volontiers vers la France en opposition à la domination intellectuelle de Vienne.

1. La France et l'Autriche dans le nouvel ordre européen

1.1. Du Congrès de Vienne à la révolution de 1830

Après 1815, l'ère Metternich est caractérisée par une lutte incessante contre le retour des ambitions napoléoniennes. La politique extérieure de l'Autriche vise au maintien de l'ordre établi à l'issue des traités. Le chancelier Metternich va faire de cette priorité une véritable obsession, qui finira par aboutir

à une sclérose et à un immobilisme total. Dans cet intervalle, les relations entre Vienne et Paris vont être peu cordiales, alors que pourtant les deux puissances avaient durant cette période des intérêts communs : préserver l'ordre issu des traités et la paix en Europe, défense du système monarchique restauré malgré les séquelles napoléoniennes et révolutionnaires toujours apparentes. La principale pomme de discorde demeure l'Italie, mais si la confrontation demeure dans des limites raisonnables, elle grève cependant les relations jusqu'à l'arrivée de Napoléon III.

Les rapports entre les deux puissances se déroulent sur deux niveaux. Le premier est affaire de psychologie voire d'irrationalité. Durant cette période, Metternich fait face à dix ministres des Affaires étrangères français, envers qui il manifeste du mépris, ce qui deviendra un trait commun à la plupart des ambassadeurs autrichiens en poste à Paris, sauf pour le Duc de Richelieu et La Ferronnays. C'est une image déformée de la France qui prédomine chez Metternich, basée sur la surestimation du péril intérieur qui confine à une véritable auto-intoxication du chancelier. Il craint également que la France ne cherche à imposer sa Charte constitutionnelle, promulguée par Louis XVIII dès 1814 qui faisait de la France une monarchie constitutionnelle, surtout en Italie, ou encore en Espagne. Metternich poursuit la France de sa hargne, quoiqu'elle fasse. La presse française lui renvoie la monnaie de sa pièce en faisant de sa personne la cible privilégiée de ses attaques, ce qui le rend furieux et suffit à justifier sa méfiance envers le gouvernement royal, accusé de faiblesse. Du côté français, l'image de l'Autriche demeure celle de l'ennemi héréditaire qui s'acharne à vouloir encercler la France : notamment par son ambition hégémonique sur l'Italie où la France soutient les velléités nationales.

Le second niveau est celui de la politique internationale, où deux pôles dominent après 1815 : l'Angleterre et la Russie. L'Autriche va s'efforcer durant tout le siècle d'éviter que la France ne s'oriente vers la Russie et les rares périodes de dégel durant ce premier demi-siècle vont avoir pour but de ménager la France pour contrer les ambitions russes, notamment lors de l'ambassade du marquis de Caraman à Vienne en 1816-1817. Mais rapidement, Metternich va se rendre compte que l'Angleterre offre de meilleures garanties que la France contre la Russie, surtout dans les Balkans, ce qui explique aussi pourquoi plus tard on s'irritera à Vienne de voir les trois puissances se rapprocher et l'on accusera la France d'être à la remorque de l'Angleterre. Du coup, Metternich peut à nouveau maltraiter la France et lui fait subir les pires humiliations, la dénigrant surtout aux yeux du tsar, lors des conférences internationales de la Sainte Alliance auxquelles elle est admise après 1818.²

² Troppau (Opava) en juillet-septembre 1820 ; Laibach (Ljubljana) en 1821, et Vérone en 1822.

Les années 1820 sont dominées par un climat de crise : l'intervention française en Espagne en 1823, bien qu'autorisée par les autres puissances, finit par indisposer l'Autriche ; l'action autrichienne contre Naples et la répression de l'insurrection piémontaise de 1824 sont implicitement dirigées contre la France. L'Autriche fait régner l'ordre en Italie en donnant de médiocres gages à la France. La crise grecque est plus grave car les Russes et les Anglais sont davantage impliqués : la Russie, l'Angleterre et la France se prononcent pour l'indépendance contre l'Autriche. Le spectre de la Russie dans les Balkans se précise d'autant plus que le traité d'Andrinople signé en 1829, officialise le rôle de la Russie dans les principautés danubiennes où elle était déjà admise comme protectrice des populations chrétiennes. Mais pour le moment, l'intégrité ottomane reste préservée et la poussée de la Russie semble contenue; surtout, elle apparaît à l'Autriche moins dangereuse que les influences libérales qui se dessinent en Europe occidentale.

Un premier dégel dans les relations franco-autrichiennes était intervenu en 1822 avec la mort de Castlereagh et l'arrivée au *Foreign Office* de Canning, beaucoup plus libéral et moins bien disposé à l'égard de l'Autriche. L'Angleterre se détache alors de l'Autriche et la tendance lourde d'une alliance anglo-franco-russe devient plus précise. Malgré les efforts de Metternich pour neutraliser la Russie, la mort d'Alexandre I^{er} en 1825 isole le chancelier autrichien. Il se consacre dès lors à détacher la France de son penchant vers l'Angleterre, ce que ni lui ni ses successeurs ne parviendront à obtenir.

« Le mélange des gouvernements représentatifs et des monarchies absolues ne saurait durer ; il faut que les unes ou les autres périssent. »³ La révolution de 1830 creuse une première brèche dans l'ordre européen issu des traités. Il se confirme aux yeux de Metternich que France est demeurée le foyer incandescent de l'idéologie libérale le plus actif en Europe parce qu'elle en est aussi le berceau ; il se voit conforté dans ses craintes et sa méfiance vis-à-vis de la royauté constitutionnelle. L'Autriche demeurant la tête du système monarchique autoritaire et conservateur, la tension était inévitable car la France ne peut se sentir pleinement en possession de ses libertés tant que subsiste un grand empire fondé sur une idéologie et une pratique politique opposées ; tandis que l'Autriche se sent menacée dans son existence même, par une possible contagion des idées, par le fonctionnement en France d'un système incompatible avec sa structure sociale et politique. Cet antagonisme fondamental va guider la politique extérieure des deux puissances durant tout le XIX^e siècle.

³ Chateaubriand à Portalis, Rome, 16 avril 1829, *Mémoires d'outre-tombe*, XXXI, chapitre 6 (Paris : Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade), 343.

La situation internationale se fissure dans les années 1830-1840. La marche vers l'unité allemande commence avec le *Zollverein* auquel adhèrent en 1834 des États du sud de l'Allemagne (Bavière, Baden-Würtemberg). L'Autriche exclue se rabat sur l'Italie où elle maintient son hégémonie grâce au roi de Naples et à Charles-Albert de Piémont-Sardaigne. À partir de 1840, les heurts avec la Prusse, où Frédéric Guillaume IV passe à tort pour un libéral, se multiplient et menacent l'Autriche. En 1846, Palmerston et les libéraux arrivent au pouvoir en Angleterre, le rapprochement avec la France devient pratiquement imparable. L'année suivante, les crises successives prouvent que l'ordre de 1815 est révolu.

1.2. *Le tournant de 1848-1849*

Dans le domaine de la politique étrangère, la révolution parisienne de février 1848 n'apporte pas de changement radical. Dans son manifeste du 2 mars, Lamartine, qui est à la fois président du Conseil du Gouvernement provisoire et ministre des Affaires étrangères, définit les lignes directrices qui vont guider la politique de la France dans les premiers mois de la Seconde république. Les traités de 1815 sont repris tels quels pour constituer la base des relations futures du nouveau régime avec le monde extérieur. Mais l'aspect le plus important du texte réside dans la proclamation solennelle de solidarité avec les « peuples opprimés » qui sont dans l'esprit de Lamartine, les Polonais et les Italiens. Rudolf Apponyi, ambassadeur d'Autriche à Paris, interprète le manifeste comme une provocation envers l'empire. Mais la déclaration de Lamartine était en réalité un gage donné aux attentes de l'opinion publique française que l'expression d'une véritable volonté politique. La France n'a pas besoin de se lancer dans une vaste entreprise de propagande révolutionnaire, son existence seule suffit à fournir un exemple à suivre pour tous les libéraux d'Europe et tous les États se voient ainsi menacés de contagion. L'opinion publique refuse de se voir à nouveau trompé comme en 1830, lorsque la révolution lui fut en quelque sorte confisquée. Depuis plus de dix ans, la presse libérale l'informe et même l'échauffe à propos des questions polonaise et italienne. Pendant les premiers jours de la révolution, la politique se déroule dans la rue, la pression des masses parisiennes pèse sur le gouvernement provisoire qui tente en vain de tempérer ces énergies débridées.

Entre février et mai 1848, Lamartine conduit seul la politique étrangère ; son plan de réaliser une alliance avec l'Italie et la Suisse pour contrer les puissances du Nord et en premier lieu l'Autriche, bute rapidement sur le peu d'enthousiasme des révolutionnaires italiens qui décline l'offre de la France. Celle-ci se consacre alors à l'amélioration de ses rapports avec l'Angleterre. Immédiatement après l'éclatement de la révolution

il devient évident que la Sainte Alliance ne sera pas remise en vigueur, ce qui apporte à la France un soulagement certain. À l'égard de l'Europe centrale et de l'Autriche, les intérêts de Lamartine se limitent à observer l'attitude de l'empire habsbourgeois envers l'Italie et au suivi de ses relations avec l'Angleterre et la Russie.

Mais lorsque la révolution atteint aussi Vienne, Budapest et Prague, les diplomates français en poste à Vienne réfléchissent sur la signification de ces événements et leurs éventuelles conséquences dans un empire multinational. Ils louent certes la fin de l'ère Metternich et le progrès des réformes, mais en même temps ils s'interrogent sur une possible redéfinition de la monarchie qui leur paraît d'autant plus problématique que l'Allemagne semble s'acheminer vers l'unité. Les événements de Hongrie conduisent même les chargés d'affaires français à envisager sérieusement une recomposition de la monarchie en une fédération, voire un démembrement de l'empire lorsqu'en avril l'agitation révolutionnaire se propage à d'autres territoires de la couronne des Habsbourg. L'émancipation des provinces slaves du Sud et des Principautés roumaines font craindre aux diplomates français qu'elles ne soient rapidement victimes d'une autre forme d'oppression, qui semble bien pire ; comment croire en effet que la Russie puisse laisser passer une aussi belle occasion de s'imposer dans les Balkans. Mais la guerre en Italie demeure la première préoccupation de la France qui voit d'un oeil favorable tout ce qui peut affaiblir l'Autriche sans y porter directement la main. Le gouvernement provisoire et ensuite la Commission exécutive ont mené une politique étrangère contrastée, qui s'est essentiellement développée sur trois niveaux. Depuis les débuts du régime républicain, le gouvernement a officiellement proclamé ses intentions pacifistes, qui lui étaient imposées par son incapacité à mener une quelconque guerre. Cette relative faiblesse a justifié la recherche permanente de l'Entente Cordiale, qui fut tout d'abord le souci de Lamartine, puis de son Secrétaire d'État Jules Bastide et enfin du Général Cavaignac. Sous cette couverture officielle, Lamartine avait mis en place un système parallèle, constitué d'une troupe d'agents secrets, qui parcouraient l'Europa en tous sens pour y semer les idées républicaines. Le troisième étage de cet édifice est le terrain traditionnel de la diplomatie, qui vit d'un mauvais oeil l'action des agents qui venaient parfois mettre en contradiction leur politique et celle du gouvernement.

Bastide montra d'emblée peu d'intérêt pour la monarchie des Habsbourg et ne semble pas avoir eu d'opinion sur les conséquences pour la France d'une éventuelle chute de la maison d'Autriche. Comme ses prédécesseurs, son unique et durable souci était l'Italie, il ne possédait aucune connaissance personnelle de l'empire autrichien et sa complexité dépassait probablement ses capacités intellectuelles. Par sécurité, il eut néanmoins l'intelligence de rester sur un terrain qu'il savait pouvoir maîtriser. Il s'opposa dès le début aux projets d'unité, qu'elle soit italienne ou alle-

mande. Les deux évolutions lui paraissaient menacer à terme la sécurité et la position de la France en Europe occidentale et ne laissaient aucune autre alternative à l'Entente Cordiale. C'est pourquoi il jugea intéressante la possibilité d'une fédéralisation de la monarchie autrichienne qui permettait à la fois d'empêcher l'unité allemande et italienne et assurait le maintien de la barrière de l'Est contre la Russie. Il accueillit donc favorablement l'autonomie accordée par l'empereur d'Autriche à la Hongrie sous la forme des lois d'avril, non par enthousiasme pour la cause nationale hongroise mais par simple calcul. Son attitude a souvent été interprétée dans ce sens et l'on y a vu une volonté de détruire l'Autriche, ce qui me paraît faux. Lorsqu'il arriva aux affaires, il marcha tout d'abord sur les traces de Richelieu et des Girondins qui voyaient dans l'Autriche l'ennemi héréditaire de la France, il suivit ensuite les élans généreux de Lamartine visant à libérer les « peuples opprimés ». Mais quand il commença à regarder les dossiers et surtout à lire les dépêches en provenance de Vienne, qui le mirent en contact avec la complexité de l'empire d'Autriche, il comprit que son démembrement ne servirait pas les intérêts de la France. Il préféra ainsi s'opposer à elle sur le terrain italien mais renonça très vite à entreprendre de l'affaiblir à l'Est.

Entre les monarchistes, qui veulent sauver l'empire des Habsbourg à tout prix, les républicains, qui rêvent de l'unité allemande et les agents secrets, dont l'enthousiasme pour le printemps des peuples masque les réalités, la politique étrangère française choisit une voie étroite au bout de laquelle elle sait approximativement ce qu'elle ne veut pas, mais avec nettement moins de précision ce qu'elle peut accepter ou encourager dans le respect de ses intérêts.

L'étape préalable à la préservation de l'empire d'Autriche passe par Francfort, où les sessions du Parlement prennent bientôt une teneur qui a tout pour déplaire à la France. La perspective d'une alliance de l'Autriche avec la nouvelle Confédération germanique, qui aboutirait à la constitution d'un empire de 45 millions d'habitants au cœur de l'Europe, ne peut qu'inquiéter la France qui ne souhaite pas que la « barrière de l'Est » se transforme en rival potentiel. La formation d'une Grande Allemagne est donc inacceptable pour la France, surtout si l'on y rajoute le projet d'une alliance entre cette entité et une Hongrie devenue complètement indépendante. Cet assemblage aurait pour résultat la naissance d'une gigantesque Europe centrale, allant du Rhin jusqu'au bas Danube. Le gouvernement hongrois l'envisagea également pendant un temps et dépêcha en mai à Francfort deux envoyés, László Szalay et Dénes Pázmándy, chargé de convaincre le Parlement de sceller avec la Hongrie une alliance défensive.⁴ L'idée fut débat-

⁴ En réponse, le jeune Croate Imbro Ignjatijevic Tkalac rédigea la brochure *Kroaten, Serben und Magyaren, ihre Verhältnisse zueinander und zu Deutschland* (Vienne 1848). Selon lui, une alliance éventuelle entre Allemands et Magyars serait immanquable-

tue dans la *Paulskirche* mais n'aboutit à aucune résolution présentée devant le gouvernement central. Dans le courant de l'été, lorsque la Hongrie doit s'engager dans la guerre contre les Croates puis à l'automne contre la cour de Vienne, les députés allemands rejettent définitivement le projet d'alliance ainsi qu'une aide éventuelle en faveur du gouvernement hongrois.

La France se résout au maintien de l'Autriche et l'ancienne politique de Richelieu vit ses derniers instants. Cette évolution n'est pas le fruit d'un enthousiasme subit envers la monarchie des Habsbourg, mais témoigne d'un rejet d'autres solutions, dont l'examen a révélé qu'elles risquaient non seulement de bouleverser l'équilibre européen, mais aussi de menacer la sécurité de la jeune république française. La vision d'une Allemagne unifiée, peu importait alors sa nature politique, ayant vocation à rassembler tous les territoires germaniques, pousse la France à sortir de son immobilisme : le chargé d'affaires Tallenay reçoit l'ordre de se rapprocher du parti autrichien et de combattre les partisans de l'unité. Tout indique que les Principautés danubiennes, déjà fragiles entre protection russe et suzeraineté ottomane, seraient atteintes par cette instabilité, qui aurait immanquablement pour conséquence une intervention, dont les chances de succès semblent assurées par l'affaiblissement de la Sublime Porte.

Plus tard, après l'échec de la seconde révolution viennoise, les observateurs commencent à voir dans l'avenir la monarchie des Habsbourg se déplacer vers l'Est. Lamartine lui-même en avait été convaincu lors d'un voyage qu'il effectua à travers les Balkans en 1832-1833, sur le chemin de son retour de Jérusalem. En mai 1848, le poète avait fait part de ses réflexions au comte Apponyi qui en avait été profondément choqué.⁵ Revenue de son embrasement révolutionnaire, la république retrouve lentement la voie

ment dirigée contre les intérêts des Croates et des autres Slaves. Drago Roksandić, « 1848 – Revolution oder Rebellion in Ungarn », dans *Revolutionen in Ostmitteleuropa 1789–1989. Schwerpunkt Ungarn*, éd. Karlheinz Mack (Vienne–Munich 1995), 78; András Gergely, « Das Bündnis zwischen Frankfurt und Pest-Buda und die österreichische Frage », dans *Revolutionen in Ostmitteleuropa*, Colloque du Collegium Carolinum 1990, éd. Rudolf Jaworski et Robert Luft (Munich 1996), 257–278.

⁵ « Si ce peuple [les Serbes], comme il le désire et l'espère, devient le noyau d'un nouvel empire slave par sa réunion avec la Bosnie, une partie de la Bulgarie et les hordes belliqueuses des Monténégrins, l'Europe verra un nouvel État surgir des ruines de la Turquie, et couvrir ces vastes et belles régions qui règnent entre le Danube, l'Adriatique et les hauts Balkans. Si les différences de mœurs et de nationalité résistent trop à cette fusion, on verra, du moins dans la Servie, un des éléments de cette fédération d'États libres ou de protectorats européens, destinés à combler le vide que la disparition de l'empire ottoman va laisser en Europe comme en Asie ; la politique européenne n'a pas d'autre vœu à former. » Alphonse de Lamartine, *Voyage en Orient 1832–1833* (Paris 1841), vol. 2, p. 317.

du réalisme et espère que l'Autriche acceptera volontiers cette nouvelle mission, pour se sauver elle-même. Les relations officielles et les pratiques de la diplomatie la plus classique reprennent leurs droits au ministère des Affaires étrangères. Les directives envoyées aux diplomates sont l'expression de ce retour aux réalités. Les propositions françaises ne doivent pas abuser, elles ne reflètent pas un élan de générosité mais le souci toujours présent d'éloigner l'Autriche des provinces italiennes, où la France veut se ménager à nouveau une zone d'influence qui lui fait défaut depuis des siècles. Mais dans le même temps, il est nécessaire de maintenir la Russie à bonne distance de la Méditerranée, ce que dans l'opinion des décideurs français, seule l'Autriche et l'empire ottoman peuvent garantir. Les illusions ne sont plus de mise et l'on sait fort bien à Paris que les Habsbourg ne se laisseront pas aussi facilement pousser là où ils ne veulent point aller et surtout n'abandonneront pas de gaîté de cœur leur prédominance dans le monde germanique. Si les diplomates français se montrent clairvoyants et bons connaisseurs de la monarchie autrichienne, en revanche ils sont beaucoup moins pertinents sur l'évolution de l'Allemagne en général et de la Prusse en particulier.

La plupart des diplomates et des publicistes français ont vu dans le congrès slave de Prague une contre-manifestation à la réunion du Parlement de Francfort. L'austroslavisme trouve un écho compréhensif et favorable chez les diplomates tout comme dans la presse parisienne, mais personne n'envisage sérieusement sa réalisation dans les faits. On pense en effet que les nationalités slaves de l'Autriche succomberaient immédiatement après l'octroi de leur autonomie aux tendances panslavistes, ce qui montre à quel point les Français avaient du mal à comprendre la différence entre « petit » et « grand » panslavisme. Cette inquiétude provoque même une démarche de plusieurs députés qui en appellent à Bastide.⁶ La peur de la France devant la masse des Slaves s'exprime ouvertement, même si dans le même temps, on ne peut s'empêcher d'éprouver une certaine fascination à leur égard.⁷

⁶ « Mémoire sur la nécessité d'une mission près du Congrès ou des chefs du mouvement national slave », signé par Alphonse du Bois et trois autres auteurs, 14 septembre 1848. Ministère des Affaires Etrangères (MAE), Correspondance politique (CP) Autriche, vol. 436, p. 203.

⁷ « Le congrès national convoqué à Prague pour le 30 mai et qui paraît une contrepartie de l'assemblée préparatoire tenue à Francfort, accroît encore ces craintes, car il ne s'agit plus seulement des Slaves de la Bohême, ce seront encore tous ceux des États autrichiens, ceux des pays voisins qui doivent être représentés dans ce congrès, afin de songer aux moyens de réunir toutes ces tribus par un lien et dans un but commun et d'aviser à jeter les fondements d'un Empire des Slaves du Midi ! On attend des députés des Provinces danubiennes, afin de rendre la chose encore plus significative. La poursuite de ce rêve ne peut qu'exposer la Monarchie Autrichienne à des dangers de toute nature dont

Après la Pentecôte sanglante de Prague, la légation de Vienne sonne l'alarme : « Je ne sais si l'opinion publique en France comprend toute l'importance de conserver une monarchie autrichienne constitutionnelle, qui serve de tête de pont pour la propagation dans l'Est des grands principes du progrès et de la civilisation moderne. »⁸ Si Bastide continue de prôner les idées de liberté et d'autonomie pour toutes les nationalités de la monarchie des Habsbourg, il est désormais certain cependant que la France ne s'engagera ni pour la Pologne, ni en Italie et encore moins en Hongrie. Le gouvernement français, qui ne voulait entreprendre aucune politique concrète d'intervention, ne veut pas se laisser entraîner à une alliance avec la Hongrie dans le seul but de contrecarrer l'Autriche dans ses ambitions italiennes. La situation en Hongrie était déjà au début de l'été suffisamment claire, pour rendre toute initiative française impossible.

Lorsqu'au début de l'automne 1848 le comte László Teleki arrive à Paris en tant que représentant de la Hongrie, des discussions commencent entre lui et le prince Czartoryski au sujet d'une fédération hungaro-croate. Dans le même temps, des agents du prince se trouvaient auprès de Kossuth d'une part et de Jelačić de l'autre, afin d'amener les deux adversaires à une réconciliation qui devait servir de condition préalable à l'organisation d'un front commun de résistance contre une éventuelle intervention russe.⁹ Les cercles officiels français semblent s'être très peu intéressés à ces plans et on les trouve tout aussi rarement mentionnés dans la presse parisienne.

En revanche la probabilité d'une entente hungaro-roumaine attire bien davantage l'attention des diplomates et par ricochet celle du ministère des Affaires étrangères. L'idée apparaît à la fin du mois d'octobre et au début de novembre. Du côté hongrois, le principal protagoniste est à nouveau Teleki, les Roumains sont représentés par Nicolae Bălcescu, Eftimie Murgu, Ion Ghica et Alexandru Golescu. Comme toujours, un Polonais prend part à ces discussions, cette fois il s'agit du général Bem, qui se trouvait être à ce moment commandant en chef des armées hongroises en Transylvanie. Il avait lui aussi reçu la visite des agents du prince Czartoryski, qui craignait l'imminence d'une intervention russe et voulait organiser au mieux la résistance en unissant en un même front les Hongrois et les Roumains.¹⁰

Le chargé d'affaires français à Bucarest n'est pas courant de ces projets car la plupart des Roumains qui s'efforçaient de constituer avec la Hon-

on s'alarme avec raison à Vienne. » De La Cour à Lamartine, n° 11, 12 mai 1848, MAE, CP Autriche, vol. 435, p. 157-158.

⁸ De Gabriac à Bastide, n° 22, 15 juin 1848, MAE, CP Autriche, vol. 435, p. 249.

⁹ Paul Pilisi, « Einigungsbestrebungen in Südosteuropa in den Revolutionsjahren 1848/49 », *Südost Forschungen* 35 (1976), 103.

¹⁰ Marian Kukiel, *Czartoryski and European Unity 1770-1861* (Princeton, 1955), 272.

grie une fédération danubienne, se trouvaient en émigration à Paris.¹¹ Au Parlement de Francfort, où l'on discute alors encore d'une séparation des provinces non-allemandes de l'Autriche, vont et viennent depuis le début de l'été des délégués en provenance des pays du Bas Danube. Le Roumain Ion Maiorescu par exemple envoya deux memoranda qui préconisaient la construction d'une fédération, où seraient réunis l'Allemagne unifiée, la Hongrie et les provinces roumaines, dans le but évident de prévenir une domination slave sur l'Europe centrale et orientale.¹²

Mais si le ministre montre certes de la sympathie pour la cause des populations chrétiennes des Balkans, il condamne les élans révolutionnaires de la jeunesse valaque qui provoque des troubles rendant inévitable l'intervention de la Russie. Il perpétue au contraire le soutien de la France à l'empire ottoman, qui même si sa puissance s'effiloche, constitue encore un rempart contre les ambitions russes. Lorsque plus tard dans le courant de l'automne les troupes russes pénètrent plus profondément en Valachie, dans le but de surveiller la Transylvanie à partir du Sud, Bastide tente d'entraîner l'Angleterre dans une action commune de protestation. Il échoue et c'est son successeur Drouyn de Lhuys qui y parviendra en 1849, aboutissant à l'évacuation des Principautés.

Dès le mois de décembre 1848, les diplomates et leur ministère considèrent la révolution hongroise comme condamnée. Mais ils se trompent en interprétant la transformation du royaume de Hongrie par la reconnaissance de l'égalité des droits des autres nationalités, ce qui révèle un raisonnement typiquement français, héritier des Lumières et de la révolution de 1789 et pénétré d'idéologie républicaine. Devant la dissolution du Parlement de Kremsier et l'octroi de la Constitution de mars, les observateurs doivent reconnaître que les espérances d'autonomie sont définitivement enterrées et ils en sont finalement soulagés car dès lors la situation est éclaircie.¹³

Le plan du prince Schwarzenberg qui prévoit la constitution au centre de l'Europe d'un empire « grand-autrichien » ne peut qu'effrayer la France, les craintes sont d'autant plus fortes que le projet comporte des aspects économiques et l'on voit déjà se profiler l'émergence d'une entité monstrueuse qui menacerait la position de la France en Europe. On revient bientôt à la raison et l'on comprend qu'une telle construction est vouée à

¹¹ Bălcescu, les frères Brătianu et d'autres Roumains étaient parmi les auditeurs de Michelet au Collège de France.

¹² Cité d'après Jacques Droz, *L'Europe centrale. Évolution historique de l'idée de « Mitteleuropa »* (Paris 1960), 75.

¹³ Catherine Horel, « Frankreich und der Donauraum 1848 », dans *Der Reichstag von Kremsier 1848-1849 und die Tradition des Parlamentarismus in Mitteleuropa* (Kroměříž 1998), 447.

l'échec en raison des trop nombreux obstacles qui s'opposeront à sa réalisation. Le chargé d'affaire de Vienne ne mentionne d'ailleurs pas ce projet et seul son collègue de Francfort s'y intéresse, l'interprétant à juste comme un ballon d'essai lancé par le Premier ministre autrichien.

Après l'octroi de la Constitution de mars, le chargé d'affaires français à Vienne s'alarme d'un éventuel retour de flamme de la révolution, puisque la constitution centraliste signifie clairement la fin des tentations fédérales. Il évalue le risque maximum chez les Tchèques et les Polonais, et prédit une résistance durable des Hongrois. Il admet que le texte de la constitution apporte une déception, mais il le voit cependant comme la meilleure solution pour restaurer l'ordre, y compris vis-à-vis de la question allemande. Mais Edouard de La Cour n'était pas un prophète et ne pouvait véritablement concevoir à quel degré la monarchie était revenue en puissance et avait commencé à paver le chemin conduisant au néo-absolutisme. Il apprécie toutefois à leur juste mesure les derniers efforts des partisans de la solution fédéraliste.

C'est à Paris, à la fin du printemps 1849, que sont formulées les dernières initiatives de recomposition de l'espace danubien. Basées sur les projets déjà énoncés en 1848, elles prennent une autre teneur lorsque la guerre en Hongrie connaît un tournant décisif avec la déclaration d'indépendance, suivie par l'intervention russe. Déjà depuis l'élection de Louis Napoléon à la charge de président de la République le 10 décembre 1848, le monde de la politique étrangère française s'était verrouillé devant l'envoyé hongrois Teleki. Il fut certes reçu par le chef de l'État, mais l'entretien se déroula dans une atmosphère glaciale et compassée. Devant cette rebuffade, il fut forcé de se tourner vers les députés de la gauche et vers la presse radicale, ce qui contribua plus à ruiner qu'à soutenir le combat de la Hongrie pour son indépendance.

La déclaration d'indépendance hongroise du 14 avril 1849 ne comportait aucune mention de la question des nationalités et névoquait pas davantage les plans de fédération des pays danubiens. C'est en réaction à ces « oublis » que le prince Czartoryski convoqua la « Conférence fédéraliste » qui se tint les 18 et 19 mai 1849 à l'Hôtel Lambert, quartier général de l'émigration polonaise à Paris. Elle réunissait pour la Hongrie le comte Teleki et Ferenc Pulszky venu de Londres, le Tchèque Rieger, le prince Adam Czartoryski et son fils Ladislas. Le « traité de Paris » qui en fut le résultat reconnaissait l'existence en Hongrie de deux groupes nationaux distincts des Magyars : d'une part les Croates, les Serbes et les Roumains, et d'autre part les nationalités moins compactes territorialement et moins définies politiquement, les Slovaques et les Allemands. Les premiers formeraient une sorte d'union des peuples au sein de la couronne de Hongrie, où ils jouiraient d'une large autonomie politique et économique. Le second

groupe serait gratifié d'une administration autonome. Afin de propager et de mettre en oeuvre ce projet, Czartoryski dépêcha de nouveau ses agents, parmi lesquels son propre neveu, le comte Zamoyski, qui partit pour l'Italie ; le prince diffusa lui-même ses plans de réconciliation entre d'un côté les Magyars et les Roumains par l'intermédiaire des généraux polonais de la *Honvédség* ; et de l'autre entre les Magyars et les Slaves du Sud en la personne de l'abbé croate A. T. Brlić, qui fut chargé de porter la bonne parole chez le ban Jelačić. Czartoryski les assurait tous de sa certitude que la diète hongroise s'apprêtait à reconnaître le principe d'égalité des nationalités.¹⁴ Selon Teleki, le système aurait été complété, pour ne pas dire coiffé, par une « *Polonia restituta* », et à terme la Hongrie aurait également été en mesure d'élargir ces accords en vue de créer une fédération danubienne avec les Principautés roumaines, la Serbie et la Bulgarie. Qu'ensuite les pays Tchèques aient pu venir se joindre à cette alliance signifiait que l'Autriche se verrait obligée de choisir l'option de la grande Allemagne.

Czartoryski essaya alors d'entraîner la France et l'Angleterre dans une tentative de négociation pour régler la question hongroise. L'enjeu n'avait cependant rien de commun avec la médiation intervenue dans l'affaire italienne. Bien que ses agents tentassent simultanément de gagner le Sultan à une telle proposition, l'édifice imaginé par le prince s'écroula. La Czartoryski « connection » atteignit son but bien trop tard, lorsque *articulo mortis*, les débris de la diète hongroise votèrent le 28 juillet 1849 la loi d'égalité des droits des nationalités. Par la suite les agents du prince agirent dans l'empire ottoman en faveur des exilés hongrois, ils furent secondés dans leur entreprise par un ami intime du comte Zamoyski, le chargé d'affaires français à Constantinople, le général Aupick. L'affaire s'envenima entre l'Autriche et la Russie d'une part qui exigeaient de la Porte l'extradition des exilés, et la France et l'Angleterre d'autre part qui allèrent jusqu'à mobiliser leurs flottes dans les détroits. Là encore pas de philanthropie mais la crainte que la Russie, ayant mis le pied en Hongrie et en Transylvanie, ne profite de cette situation favorable pour s'emparer des Principautés danubiennes ; or les choses étaient claires entre François-Joseph et Nicolas I^{er} et les troupes de ce dernier ne poussèrent pas leur avantage. La menace d'une Russie balkanique était pour un temps écartée.

En France, le « Parti de l'ordre » avait depuis longtemps affermi ses positions. Tout fonctionnait comme avant et en premier lieu la diplomatie. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Alexis de Tocqueville, était certes bien disposé à l'égard de la Hongrie, mais il devait se rendre à l'évidence que la guerre d'indépendance était perdue d'avance. Néanmoins

¹⁴ Ernst Birke, *Frankreich und Ostmitteleuropa. Beiträge zur Politik und Geistesgeschichte* (Cologne-Graz-Böhlau 1960), 172.

il écrivit à de La Cour, qu'une répression trop brutale ne servirait pas les intérêts de l'Autriche. Le chargé d'affaires partageait cette opinion, de même que Tallenay à Francfort. Dans une dépêche à de La Cour, Tocqueville parlait également de la nécessité du maintien de l'Autriche, car si l'empire se trouvait morcelé et affaibli « il ne serait plus en mesure d'assurer, sur la solution des grandes questions européennes, l'influence qui appartient à une puissance de premier ordre, ce que en toute franchise, nous verrions avec un profond regret ».¹⁵

2. *L'ère des occasions manquées*

2.1. *Le Second empire et l'Autriche*

Le facteur personnel vient encore une fois jouer un rôle important. Le Second empire est admis parce qu'il signifie le retour à l'ordre mais François-Joseph et les diplomates autrichiens ont une piètre opinion de Napoléon III. Le nouvel empereur porte en lui l'héritage de l'usurpateur et son avènement est également le résultat d'un coup d'état.

L'antagonisme se déplace dès l'origine vers l'Italie dont Napoléon fait une cause personnelle : il est favorable depuis longtemps à la cause de l'unité italienne mais voudrait en même temps y garder une aire d'influence. La diplomatie française remet en vigueur la thématique de l'échange de la Lombardie-Vénétie contre les principautés danubiennes mais elle tombe à plat alors que la Russie vient d'aider l'Autriche à pacifier la Hongrie. Précisément, l'autre solution pour affaiblir l'Autriche est l'ancienne pratique qui consiste à tenter de détacher d'elle la Hongrie qui formerait alors une fédération balkanique avec les Roumains et les Serbes. Les projets de Kossuth trouvent un écho auprès de l'empereur qui le reçoit et l'on imagine une liaison avec le général Klapka qui a épousé une Française et vit alors en exil à Genève : un corps d'armée franco-hongrois remonterait par la Dalmatie pour aller s'emparer de la Hongrie. Des discussions dans ce sens ont lieu dans les premiers mois de 1859, mais la guerre austro-sarde va bientôt les faire passer au second plan. Napoléon a longtemps hésité à briser l'ordre européen et il craignait que les catholiques français ne le désapprouvent par peur de voir les libéraux italiens s'emparer de Rome. Après l'armistice de Villafranca il ne sera plus question de faire appel aux Hongrois car Napoléon a obtenu ce qu'il désirait et il ne peut s'engager sur deux fronts d'autant que la Russie et la Prusse pourraient intervenir. Finalement, l'Autriche perd seulement la Lombardie et l'armistice ouvre la voie à une réconciliation entre la France et l'Autriche où Napoléon entrevoit l'éventualité d'une entente face aux ambitions de la Prusse : il garde alors une attitude réservée vis-à-vis

¹⁵ Tocqueville à de La Cour, n°42, 22 août 1849, MAE, CP Autriche, vol. 439, p. 290.

des Italiens et des Hongrois. Napoléon est conforté dans ses espoirs par l'attitude extrêmement amicale de l'ambassadeur d'Autriche en France, le prince Richard Metternich et de sa femme Pauline qui est devenue une amie intime de l'impératrice Eugénie.

Le début des années 1860 marque une période de sympathie sans précédent dans l'opinion publique française pour l'Autriche, même si la Hongrie garde de nombreux partisans à gauche, on ne voit plus l'affaiblissement de l'Autriche comme nécessaire ; à cela s'ajoute la bonne image du jeune couple impérial et le souvenir du refuge de la famille royale.

Entre Sadowa et Sedan, une sorte d'idylle franco-autrichienne se déroule. Jamais les deux États n'ont été aussi proches d'une entente et pourtant tout va échouer pour des raisons diverses mais il faut insister à nouveau sur l'importance du facteur personnel. Dans l'historiographie française récente, Jean Bérenger tend à faire peser toute la responsabilité de l'échec sur Napoléon,¹⁶ tandis que Jean-Paul Bled charge plutôt François-Joseph.¹⁷ Il me semble que le premier est victime de l'ancienne mauvaise réputation du Second empire et de la médiocrité de Napoléon dans l'école historique française et qu'il ne prend pas assez en compte les blocages psychologiques du côté autrichien dont la répugnance à s'allier avec le descendant de l'usurpateur ont pesé d'un lourd poids dans la décision finale. D'un autre côté, le raisonnement de Jean-Paul Bled en vient à négliger le poids de la nostalgie allemande chez François-Joseph, son peu d'attraction personnelle pour Napoléon et l'incontestable légèreté de Napoléon. De toute manière, les deux partenaires ont fait preuve de leur peu de consistance politique et surtout de leur courte vue, chacun cherchant à obtenir un résultat immédiat dans des directions opposées.

Ce blocage des mentalités explique en partie la passivité de Napoléon lors du déclenchement de la guerre austro-prussienne où il croit faciliter les affaires italiennes en encourageant la Prusse dans la voie du conflit. Dans les deux cas, en 1866 puis en 1870, les monarques n'avaient pu envisager la défaite de l'autre. Des négociations sont entamées par la France vis-à-vis de la Prusse et de l'Autriche pour vendre sa neutralité. L'Autriche s'y prête car elle veut à tout prix éviter l'ouverture d'un double front et qui se méfie des ambitions italiennes de la France : cette dernière obtiendrait alors la Vénétie, qu'elle remettrait ensuite au gouvernement italien. L'Autriche se trouve en

¹⁶ Jean Bérenger, « Die Österreich-Politik Frankreichs von 1848 bis 1918 », dans *Die Habsburgermonarchie 1848-1918*, éds. Adam Wandruszka et Peter Urbanitsch, vol. VI/2 *Die Habsburgermonarchie im System der internationalen Beziehungen* (Vienne 1993).

¹⁷ Jean-Paul Bled, *François-Joseph* (Paris : Fayard, 1987) ; « Une occasion manquée : le projet d'alliance franco-autrichienne 1867-1870 », *Études Danubiennes* VI/2 (Strasbourg 1990), 101-110.

position de faiblesse à tous les niveaux : économique, financier et militaire ; le soutien financier de la France serait donc le bienvenu. François-Joseph se maintient sur cette ligne car il veut éviter que la France ne se vende au plus offrant et bascule dans le camp prussien. Mais il ne peut alors savoir que la France n'a rien obtenu de la Prusse. Sa déception sera d'autant plus grande de voir que la France ne le soutient pas, alors que nombreuses ont été les voix qui ont appelé Napoléon à intervenir, y compris l'ambassadeur de France à Vienne, Gramont, qui poussait à l'intervention : la France s'emparant alors de la rive gauche du Rhin. Les deux puissances ont laissé passer l'occasion de montrer à la Prusse la force et surtout d'arrêter l'escalade impérialiste et unificatrice de Bismarck. L'indécision de Napoléon, qui craint de mettre en péril les intérêts de la France, et ses scrupules mal placés pèsent lourd au regard de sa légèreté quatre ans plus tard.

Dans toute cette affaire, l'opinion française est partagée, mais on y trouve surtout le souvenir de la Prusse éclairée, de la France voltairienne et de Frédéric II malgré le traumatisme de 1815, relayé par le soutien des milieux anticléricaux au *Kulturkampf* et la présence dans la presse d'un puissant lobby prussien (mais ceci est aussi vrai à Vienne) qui attaque l'Autriche catholique et réactionnaire. De manière générale et dans tous les cercles politiques et diplomatiques, personne n'a vraiment compris la pleine signification de la victoire allemande.

Depuis 1848, la France est favorable à une transformation de la monarchie dans le sens de la fédéralisation ; cette constante persistera jusqu'en 1918. On voit réapparaître, pour la troisième fois depuis 1827, l'argument de la vocation orientale de la monarchie, déjà présent en 1848 ; il est à la fois sincère et aussi politique, dans le but d'éloigner l'Autriche des intérêts français sous prétexte de lui accorder une mission civilisatrice dans les Balkans. À ce moment, l'empire aussi en est conscient, car la porte occidentale a été fermée par une Allemagne trop forte. Mais les Français ont du mal à comprendre l'intrication des nationalités dans l'Europe orientale et surtout le fait que la nation n'est pas forcément égale à langue et au territoire et enfin qu'il puisse exister des peuples sans nation, voire sans histoire.

Déçue par la Prusse dont elle n'a rien obtenu en échange de sa neutralité, la France va se tourner à nouveau vers l'Autriche qui semble faire des progrès vers l'adoption d'un régime constitutionnel par l'octroi du Diplôme d'octobre 1860, de la Patente de février 1861 puis du Compromis de 1867 avec la Hongrie. C'est la crainte de la réalisation de l'unité allemande sous obédience prussienne qui domine alors la politique extérieure française.

La malheureuse affaire mexicaine empêche François-Joseph de venir assister à l'inauguration de l'Exposition universelle de Paris en 1867, qu'il visitera néanmoins plus tard, en octobre. La visite de condoléances rendue par Napoléon et Eugénie au couple impérial à Salzbourg en août, est en fait

une visite politique. En avril, Napoléon avait proposé une alliance offensive que Gramont était allé présenter à Beust : la France occuperait la rive gauche du Rhin et l'Autriche pourrait faire ce qu'elle jugerait bon avec les États de l'Allemagne du sud. Mais Beust, pourtant favorable à la France, fait valoir que les Allemands d'Autriche s'opposeraient sans doute à une occupation française de territoires germaniques et que les Hongrois risqueraient également de ne pas suivre. À ce moment, comme le remarque justement Jean Bérenger, la France, qui se trouve en position de force veut trop en faire et ses prétentions sont trop orgueilleuses, à tout le moins sont-elles inacceptables pour François-Joseph qui ne veut pas se laisser entraîner dans une nouvelle guerre contre la Prusse car il n'était pas en état de la soutenir, ce qui est parfaitement exact. La France offre alors de protéger l'Autriche contre les ambitions russes, mais c'est irréaliste. Beust et Andrassy prêchent le refus de s'engager dans une politique agressive contre la Prusse et l'on parle alors seulement de « conquêtes morales ».

La seule et unique visite officielle de François-Joseph à Paris a donc lieu en octobre 1867. L'accueil populaire est enthousiaste, cette sympathie des Français allait d'ailleurs ne pas se démentir jusqu'en 1916, renforcée par les « malheurs » qui frappent le souverain et par la personnalité de l'impératrice et sa mort tragique. Mais cet élan populaire ne se traduit pas en termes politiques.

Napoléon III fait une nouvelle tentative en septembre 1869, qui s'exprime par un échange de lettres entre la France, l'Italie et l'Autriche-Hongrie pour resserrer les liens et les communautés d'intérêts mais cette initiative semble devoir s'arrêter là. Au début de 1870, l'empereur essaie de donner à cette amorce une suite concrète par des discussions entre des responsables militaires mais celles-ci ne dépassent pas le stade des projets. À ce moment, la France ne juge plus opportun de s'engager contre la Russie et en Autriche, aucun soutien ne se fait jour en vue d'une alliance avec la France. François-Joseph lui-même n'était pas convaincu de s'aventurer dans cette voie, et ce toujours pour les mêmes raisons. Seuls Beust, l'archiduc Albrecht et l'état-major voulaient une revanche contre la Prusse. Mais la grande majorité du monde politique et de l'opinion publique veut la paix ; la presse, largement financée par des subsides allemands, est résolument hostile à la France.

Les autorités françaises ne comprennent pas que le Compromis, dont elles pensaient qu'il allait renforcer la monarchie, en fait l'affaiblit puisque François-Joseph ne peut plus véritablement décider seul et est obligé de tenir compte des Hongrois qui sont hostiles à une guerre contre la Prusse. Une campagne de presse massive en faveur de la neutralité se déroule d'ailleurs au même moment à Pest. Mais la France, persuadée d'être soutenue par l'Autriche-Hongrie, découvre son isolement à la dernière minute, ce qui

n'excuse pas la légèreté de l'entrée en guerre. L'option de neutralité armée retenue par l'Autriche devait lui permettre d'entrer en guerre au côté de la France à tout moment mais la défaite massive des armées françaises annule cette possibilité. François-Joseph a été stupéfait par les revers français, il se faisait une haute idée de l'armée française et croyait à sa victoire, ce qui lui aurait permis un engagement limité et productif. L'échec est donc total et irréversible : les deux États avaient un ennemi commun qu'ils n'ont pas été capables de combattre ensemble.¹⁸

L'attitude des Hongrois a été ambiguë, selon une constante née en 1848, la Russie leur apparaît plus dangereuse que la Prusse et dès lors que la France a montré sa faiblesse, leur intérêt se déplace vers un rapprochement avec l'Allemagne. Certains comme le baron Eötvös ou même le comte Andrassy pensent que l'Allemagne va désormais vivre sous la menace de la revanche française et sera donc plus disposée à se montrer conciliante envers l'Autriche-Hongrie. L'opinion générale en Hongrie reflète ce raisonnement, y compris à gauche. Seuls les indépendantistes restent fidèles à la tendance démocratique favorable à la France et hostile à l'impérialisme prussien. On peut ainsi rappeler l'action d'Albert Lefavre, chancelier de l'ambassade de France à Vienne avant Sedan, sollicité par la Troisième République pour effectuer une mission officieuse d'agitation en faveur de la France et de protestation contre annexion de l'Alsace-Lorraine. Il récolte des soutiens dans tous les territoires de la monarchie, surtout à Prague, mais aussi à Pest et à Zagreb.

3. *L'antagonisme*

3.1. *L'Autriche et la France républicaine*

Durant la période souvent appelée la « république des Ducs », qui dure jusqu'en 1879, la diplomatie française oscille entre une alliance avec la Russie et une « alliance blanche » avec les puissances catholiques (Italie, Vatican, Espagne, Autriche-Hongrie). Mais le Quai d'Orsay ne parvient pas à choisir et laisse se développer une tendance de fond qui tend au rapprochement avec l'Angleterre et la Russie.

Au début de cette phase d'hésitation, la France envoie à Vienne des hommes plaisant à l'Autriche : un légitimiste comme le marquis de Vogüé est particulièrement apprécié par la cour et par l'empereur lui-même.¹⁹ Si les

¹⁸ Analysant plus tard ces errements, le général de Gaulle, dans le premier volume de ses *Mémoires de guerre*, considérait que Sadowa avait préparé Sedan de la même manière que l'*Anschluss* avait annoncé la défaite de la France en 1940.

¹⁹ Vogüé à Decazes, dépêche n°41, 16 juin 1875, MAE, CP Autriche, vol. 514. « Placé en dehors des partis, étranger à toutes les compétitions de races ou de nationalités, il est

deux puissances vont devenir antagonistes en raison du partage de l'Europe en deux camps par les alliances de la fin du siècle (d'une part l'axe Allemagne-Autriche-Hongrie, d'autre part l'entente entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie), les hommes continueront à s'apprécier. Le changement d'orientation se précise après 1879²⁰ quand la république s'affirme, se radicalise et devient plus nettement anticléricale. Si la France continue de porter un soin attentif au choix de ses ambassadeurs, l'Autriche envoie parfois à Paris des antirépublicains fanatiques comme le comte Apponyi,²¹

peut-être le seul homme de la Monarchie qui soit véritablement autrichien. » Vogué à Waddington, dépêche n° 16, 19 février 1879, MAE, CP Autriche, vol. 525.

²⁰ « Depuis quelque temps déjà la République était en quête d'une fête nationale. Bien que les anniversaires de tout genre ne manquaient certainement pas à cette nation si fortement éprouvée depuis un siècle par les bouleversements les plus imprévus, le choix n'était pas trop facile car il fallait trouver un jour qui pût éveiller l'enthousiasme révolutionnaire dans les basses classes sans cependant rappeler de trop près les plus horribles et sanglants épisodes de cette première république dont sa petite fille aime tant aujourd'hui raviver le souvenir.

Après quelques tâtonnements on se décida pour l'anniversaire de la prise de la Bastille. On a préféré ramener l'origine de la République à une journée de crime et de trahison au lieu de choisir un souvenir qui n'aurait froissé aucune susceptibilité, comme par exemple l'ouverture des États Généraux, la constitution de l'assemblée nationale, le serment du jeu de paume ou bien la fête de la Fédération qui tombe également sur le 14 juillet.

Mais tous ces faits importants ont paru trop peu prêter à l'enthousiasme et M. Gambetta a eu la satisfaction d'inaugurer la nouvelle fête nationale choisie sur son initiative, par une splendide réception donnée hier soir au Palais Bourbon. Le Président de la République et tout le corps diplomatique y assistaient à l'exception toutefois du Nonce auquel M. Gambetta ne s'est jamais fait présenter ; je m'y suis donc naturellement rendu également.

La Chambre s'était accordé un jour de vacances pour cet anniversaire qui a été célébré au Pré Catelan par une fête organisée par MM. Victor Hugo et Louis Blanc au profit des amnistiés. Pour le reste le jour s'est passé très tranquillement, et même sans illuminations. La veille une grande revue avait eu lieu comme tous les ans à cette époque. Seulement elle a été moins splendide et dominée par cette singulière impression dont personne ne peut se défaire en voyant présider un bourgeois en frac à une solennité militaire. » Kuefstein à Andrassy, dépêche n° 42, 15 juillet 1879, Haus-, Hof- und Staatsarchiv (HHStA), P.A., Frankreich, Politische Berichte, carton n° 70.

²¹ « Heureusement qu'à défaut des qualités qui lui manquent, le Chef de l'État possède au suprême degré le sentiment profond de son devoir et de sa responsabilité. Dépourvu de toute ambition, n'ayant accepté le pouvoir que comme le plus lourd sacrifice que le dévouement à son pays pouvait imposer à ses goûts et à ses habitudes, il se considère comme placé à un poste que l'honneur et le patriotisme lui interdisent de désertir. » Apponyi à Andrassy, dépêche n° 2, 8 janvier 1875, HHStA, P.A. Frankreich, Berichte, carton n° 102.

« Votre Excellence sait déjà que le Conseil Municipal de Paris, dont la grande majorité est composée de rouges de la nuance la plus foncée, a nommé Victor Hugo pour son

mais dans l'ensemble, la stabilité du personnel diplomatique demeure, ainsi l'ambassadeur Hoyos est-il en poste à Paris de 1883 à 1894.

On assiste après 1879 dans l'esprit des diplomates autrichiens au retour de la constante Metternich,²² faite de peur et d'hostilité envers la république. Sous Jules Ferry (1879-1885), l'Autriche-Hongrie disparaît du rang des priorités immédiates de la politique extérieure française qui se tourne surtout vers l'expansion coloniale, certes avec la bénédiction de l'Allemagne, en

délégué. Le grand poète d'autrefois est devenu dans ses vieux jours un radoteur radical dont les idées ultra démocratiques et l'éloquence ampoulée ne sauraient être prises au sérieux. Il sera, sans nul doute, un des cinq sénateurs que Paris a à nommer et qui tous appartiennent à la pire espèce des sans-culottes. » Apponyi à Andrassy, rapport n°5 du 25 janvier 1876, la dernière phrase ne figure pas dans le rapport dicté mais dans le manuscrit original contenu dans les *Politische Berichte* de l'Ambassade, HHSt. Gesandtschaftsarchiv Paris, carton n°68.

²² « Et ici encore, je suis obligé de faire une distinction : quand je parle de sympathie, je n'entends pas parler de ce sentiment intime, de cette attraction qui naît d'une certaine similitude de caractère ou de goûts, d'une certaine fusion des personnes ou des intérêts, de l'éducation, de la pratique de nos arts ou de notre littérature.

Cette disposition n'existe pas ici au même degré que chez certains peuples : l'éducation tend de plus en plus à être exclusivement allemande : la langue allemande tend de plus en plus à devenir l'instrument unique de la culture scientifique et du développement intellectuel, les voyageurs français sont rares, le souvenir des blessures faites par nos armes n'est pas effacé partout.

Les sympathies françaises existent pourtant : mais elles tiennent plus de la réflexion que du sentiment, de l'intérêt politique ou économique que du goût naturel.

[...] Restent les partis constitutionnels, aujourd'hui maîtres du pouvoir : c'est à dessein que je me sers du pluriel : car, si j'ai bien compris une situation parlementaire au développement de laquelle j'assiste depuis peu de temps, il y a des partis constitutionnels, plutôt qu'un parti constitutionnel. La constitution actuelle rallie autour d'elle des hommes d'ailleurs très divisés : les uns très sincèrement autrichiens s'en servent pour donner aux institutions rajeunies l'appui nécessaire des idées libérales, et pour ne pas rester en dehors du mouvement qui entraîne invinciblement la nation. [...] À la Cour au contraire, et dans les cercles sympathiques à la France, on continue à se montrer triste et inquiet : non que l'on n'ait su et compris les causes qui ont empêché le rétablissement de la Monarchie ; mieux qu'ailleurs peut-être, on a pu les apprécier : l'échec de 1873 n'a étonné personne ici et l'on s'est facilement résigné à vivre avec une forme de gouvernement que l'on savait inévitable : mais on s'était habitué à une république essentiellement conservatrice, gouvernée et représentée par des conservateurs, ayant rompu avec les traditions menaçantes de son nom, rassurant les intérêts et les consciences, conduisant pacifiquement et graduellement la France vers cet état de cohésion intérieure et de force militaire qu'on lui souhaite encore plus pour soi que pour elle. On craint aujourd'hui un changement nouveau, l'avènement d'hommes nouveaux et d'idées aventureuses, on redoute toutes les éventualités intérieures et extérieures qu'un déplacement de l'axe politique en France peut entraîner. » Vogué à Decazes, dépêche n° 19bis, 2 mars 1878, MAE, CP Autriche, vol. 516.

une sorte d'accord tacite qui permet de calmer le traumatisme de l'annexion de l'Alsace-Lorraine et laisse les mains libres à l'Allemagne en Europe.

Au tournant des années 1890, l'opposition radicale et notamment Léon Gambetta, découvre la « prison des peuples » – l'expression apparaîtra en fait en 1908 au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Elle agit par hostilité envers l'Allemagne et mue par une sympathie pour la Russie, ce qui est paradoxal et révélateur de l'ignorance des Français sur l'empire tsariste. Le principe d'autodétermination des nationalités fait son chemin, propagé entre autres par Juliette Adam,²³ dont Gambetta fréquentait assidûment le salon, mais surtout par le cercle des slavistes français autour de Louis Léger puis d'Ernest Denis et de Louis Eisenmann. Ces idées apparaissent également dans la presse et font partie des thèmes de réflexion de la Ligue des patriotes, les revues républicaines s'en emparent à leur tour et elles atteignent même certains diplomates. L'École libre des sciences politiques qui vient d'être fondée va former les futures générations de fonctionnaires des Affaires étrangères selon l'héritage du professeur d'histoire diplomatique Albert Sorel, en leur donnant des connaissances historiques et en facilitant leurs contacts avec les publicistes et les universitaires étrangers. C'est aussi à cette époque que l'Alliance française s'implante en Bohême. Dans la décennie précédente, l'opinion connaissait avant tout la Pologne, qui subit alors une considérable baisse d'intérêt, ainsi que la Hongrie par les souvenirs de la guerre d'indépendance de 1848 et la présence de quelques émigrés particulièrement actifs. Si la Bohême est progressivement découverte, les autres pays et nationalités de la couronne des Habsbourg sont encore absentes : les Roumains et les Slovaques feront leur apparition seulement lors des fêtes du Millénaire hongrois dont ils contesteront à Paris la signification hégémonique.

Le règne du radical Théophile Delcassé au Quai d'Orsay (1898-1905) cimentait l'alliance franco-russe et en fait le fondement de la politique extérieure française dont le but est de désolidariser les alliés de l'Allemagne ; par conséquent, on s'intéresse à nouveau à l'Autriche-Hongrie afin d'essayer de la détacher de l'Allemagne. Mais il est déjà beaucoup trop tard et les espérances françaises de séparer les deux alliés, ainsi que de maintenir la Russie hors des Balkans, sont illusoire. On parie dès lors sur les Tchèques qui sont dépeints comme hostiles à la Russie, ce qui n'est que partiellement vrai. La France déploie alors une stratégie d'implantation financière et commerciale en Bohême-Moravie, vue comme une sorte de cheval de Troie, mais qui reste encore trop modeste, bien qu'elle fournisse cependant

²³ Après avoir mené l'action de solidarité envers les victimes de l'inondation de Szeged en 1879, Juliette Adam effectue un voyage triomphal en Hongrie en 1883 et en tire un livre, *La patrie hongroise* (Paris : Nouvelle Revue, 1884).

des racines pour l'avenir. Au début de cette phase, certains commençaient à envisager le démembrement de l'Autriche-Hongrie, mais on reconnaît bien vite dans les milieux officiels que seules l'Allemagne et la Russie en profiteraient et l'on revient donc à l'argument du maintien de la monarchie.

Entre 1908 et 1914, les grandes alliances sont scellées mais une situation nouvelle est néanmoins créée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine puis par les guerres balkaniques. C'est le début de l'amitié franco-serbe et des démarches désespérées sont entreprises par la France pour tenter d'orienter l'Autriche-Hongrie. Les principaux animateurs de ce courant sont Clemenceau,²⁴ Stephen Pichon et l'ambassadeur de France à Vienne, Crozier. Mais après la crise marocaine et l'approfondissement de la rivalité franco-allemande, Crozier est rappelé à Paris, et il n'est plus question de poursuivre dans cette voie.

La presse prend violemment parti contre l'Autriche-Hongrie, même la droite et l'*Action française* se prononce en faveur des nationalités et l'on découvre celles qui étaient demeurées inconnues jusque là, surtout les Slovaques. Les Croates restent peu connus du grand public et seule la personnalité de Monseigneur Strossmayer est évoquée en France, mais surtout à l'occasion de sa présence au concile de Vatican I. Il entretenait cependant des relations avec Mgr. Dupanloup (1802-1878), un des chefs du catholicisme libéral et célèbre pédagogue qui avait contribué à faire voter la loi de 1875 sur l'enseignement privé. Les Serbes quant à eux sont pratiquement absents avant l'alliance franco-russe et la presse ne commence à en parler plus largement qu'au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en soutenant leurs revendications sur ce territoire.

Quelques dirigeants de l'économie et de la finance tentent alors une percée sur le marché sud-slave, mais ils sont peu nombreux et les milieux diplomatiques ne les encouragent pas ; en revanche, l'implantation en Bohême-Moravie, en Hongrie et sur la place de Vienne, donne de meilleurs résultats. Les intérêts français sont essentiellement représentés par les Chemins de fer et les banques ; le développement du réseau ferré en Autriche-Hongrie a attiré les capitaux français dès les années 1850, représentés par les frères Péreire et Henri Germain, ce dernier entre en contact avec le banquier Wodianer, ce qui débouchera sur des relations financières. Eugène Bontoux devient président de la *Südbahngesellschaft* (anciens Chemins de fer lombards pour les Français) dont les Rothschild de Paris étaient parmi les fondateurs.

²⁴ Qui contrairement au portrait que l'on fait souvent de lui, connaissait bien l'Autriche-Hongrie. Son frère Paul avait épousé Sophie Szeps, dont la soeur Berta Zuckerkandl avait mis en contact Georges Clemenceau et l'héritier du trône Rodolphe. Lucian O. Meyssels, *In meinem Salon ist Österreich. Berta Zuckerkandl und ihre Zeit* (Vienne : INW, 1994).

Dans le monde de la finance, la présence française tarde à s'affirmer alors que Paris était alors la seconde place financière mondiale après Londres. La percée du Crédit lyonnais est un échec et l'Union générale qui lui succède sur la place de Vienne fait faillite en 1882. En fait, c'est surtout à Budapest que les hommes d'affaires et les banquiers français investissent plus volontiers : ils sont présents dans plusieurs banques hongroises et profitent de l'émergence d'un nouveau marché après le Compromis et d'un accès croissant aux Balkans. Dans le sens inverse, des sociétés autrichiennes et surtout hongroises entrent à la bourse de Paris. Un rapprochement commercial est envisagé par l'intermédiaire de l'ouverture du marché français aux emprunts austro-hongrois, il est encouragé d'emblée par le Quai d'Orsay qui réagit à une initiative du ministre hongrois du Commerce, Ferenc Kossuth, relayée par l'ambassadeur Crozier et par le consul français à Budapest, Fontenay. Le ministre des Finances Joseph Caillaux se rend même dans ce but en visite officielle à Budapest, mais l'entreprise est bientôt ruinée par l'hostilité anglaise et russe. Le projet est relancé en 1911 par le président du conseil autrichien Aehrenthal, qui veut faciliter l'entrée des emprunts autrichiens sur le marché français et en général les relations économiques entre les deux pays, mais Crozier s'implique trop en faveur de l'Autriche et la France recule devant le veto russe motivé par l'opération de lancement des célèbres emprunts. L'entreprise est définitivement abandonnée l'année suivante.

À l'approche de la guerre, la théorie de l'équilibre des puissances européennes et de la nécessité de maintenir la monarchie habsbourgeoise est progressivement délaissée et l'on voit l'avenir en termes de jeunes nations. Finalement seuls les socialistes autour de Jean Jaurès tiennent à la préservation d'une monarchie redéfinie dans un sens fédéral, dont la social-démocratie serait la force dominante.

Après le début des hostilités, les campagnes de presse anti-autrichiennes se calment, d'autres préoccupations dominant et la France n'est pas confrontée directement à l'Autriche-Hongrie sur le terrain. La réorganisation fédérale de l'empire, voire sa dissolution, réapparaissent après la révolution russe de février 1917 et surtout lors des tentatives de paix séparée menées au même moment par l'entourage de Charles I^{er}. Mais les discussions entamées en Suisse ne donnent rien et c'est précisément là que tout se joue, les uns et les autres ayant une fois de plus fait preuve d'incompréhension et de méfiance mutuelles.

Selon une thèse développée par le professeur Bérenger, les nationalités sont devenues un prétexte politique, le fond de l'antagonisme étant bien plutôt l'appartenance des deux puissances à deux systèmes d'alliances opposés et rivaux. La question nationale aurait ainsi fourni un outil et une arme à la diplomatie française contre l'Allemagne et ses alliés. Il est vrai que s'il avait fallu faire du respect des nationalités le principal moteur de la

politique extérieure française, que dire alors du grand allié russe ? On sait fort bien depuis lors que les arguments moraux n'existent guère en face des intérêts stratégiques. Les chefs des mouvements nationaux seraient ainsi « tombés dans le panneau » et auraient pris l'attitude de la France pour un amour sincère, ce qui est cependant vrai pour les milieux de gauche et chez certains diplomates. La désillusion interviendra certes beaucoup plus tard mais elle sera terrible, surtout pour les Tchèques.

Si l'on suit toujours le raisonnement de Jean Bérenger, c'est la France qui a poussé l'Autriche vers la Prusse en ne la soutenant pas alors qu'elle l'aurait pu ; en 1870, François-Joseph n'était plus tout à fait maître de la situation et moins en mesure d'imposer ses choix. Il me semble que c'est le dédouaner un peu vite et faire peu de crédit, comme je l'ai déjà mentionné, de l'attachement du souverain à la vocation germanique de la dynastie. Il faut rappeler également les conditions défavorables de l'entrée en guerre et si l'on fait accusation de légèreté contre Napoléon en 1870, celle-ci vaut aussi pour François-Joseph en 1866. La défaite de la France à Sedan a scellé la situation internationale jusqu'en 1914, en empêchant tout retour en arrière ; l'annexion de l'Alsace-Lorraine rendait dès lors impossible tout rapprochement avec l'Allemagne et la thématique de la revanche a fait le reste. Les deux camps se sont cristallisés et l'alliance franco-russe a achevé de couper l'Europe en deux. À l'origine, il n'existait pas d'hostilité fondamentale entre la France et l'Autriche-Hongrie et certains souvenirs historiques douloureux auraient facilement pu être mis de côté comme la France l'a prouvé avec l'Entente cordiale. Mais la France devient automatiquement hostile aux alliés de l'Allemagne et la question des nationalités est indirectement instrumentalisée contre l'Autriche-Hongrie.

Lors des négociations des traités de paix, l'attitude de la France envers l'ancien empire est dictée d'une part par les promesses faites aux nationalités et par le poids des autres alliés. Il est ainsi faux, comme on l'entend souvent encore dans les opinions publiques des anciens pays vaincus, en particulier en Hongrie, de faire porter à la France seule la responsabilité du démembrement de la monarchie. En revanche, la France s'est indéniablement laissée entraîner à cautionner un système d'alliances qui en pratiquant l'exclusive, s'isolait à terme faute de savoir se remodeler et aboutissait à redéfinir l'espace danubien en deux camps antagonistes.

L'entre-deux-guerres sera pour la France dominé par deux obsessions : éviter l'*Anschluss*²⁵ d'une part et empêcher le retour des Habsbourg d'autre part. Dans les années 1920, la politique extérieure française a privilégié et surestimé la première, alors que la seconde progressait de façon insidieuse. Pour conclure, je citerai Felix Kreisler qui dépeignait les relations

²⁵ Le paragraphe 88 du traité de Saint-Germain interdisait à l'Autriche de se rattacher à l'Allemagne.

franco-autrichiennes comme « une suite d'histoires d'amour, parfois cependant orageuses, et comme vous le savez, la passion peut être mortelle ».

CNRS-IRICE
Université Paris I Panthéon-Sorbonne

UDC 94(44:436)"1815/1918"